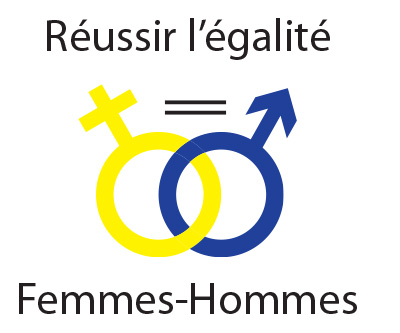
****

http://www.reussirlegalitefh.fr

[reussir.egalitefh@orange.fr](mailto:reussir.egalitefh@orange.fr)

VERSION FRANÇAISE

**Communication de REFH (Réussir l’Égalité Femmes-Hommes)**

**au groupe de travail DU COMITÉ CEDEF préparant les recommandations générales sur la traite des femmes et des filles**

**dans le contexte des migrations mondiales**

**OBJET : CONVENTION CEDEF, ARTICLE 6**

**adressée à Mme Daniela Buchmann (dbuchmann@ohchr.org)**

Mesdames et messieurs, membres du Groupe de travail

REFH est une association appartenant à la CLEF qui est une ONG participant à la Commission du Statut des Femmes des Nations Unies avec statut consultatif auprès de l’ECOSOC, Conseil économique et social de l’ONU.

REFH est engagée dans la défense des droits humains universels, la promotion de la laïcité, l'abolition de la prostitution, l'égalité femmes/hommes et la reconnaissance des droits des migrantes.

Selon les chiffres publiés par le SDFE (Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations), en France, la très grande majorité des personnes en situation de prostitution est composée de femmes et de filles, et plus particulièrement de femmes et de filles migrantes : 93% des personnes prostituées en France sont d’origine étrangère. Les systèmes prostitutionnels — international et français — liés entre eux, sont des systèmes qui reposent sur le racisme et le sexisme d’hommes qui pratiquent l'achat d'actes sexuels, désormais pénalisés par la loi française du 13 avril 2016.

En France, le profil type d'une personne victime de la prostitution est une fille mineure, d'origine nigériane, probablement violée et prostituée lors de son parcours d'exil ou même avant ou contrainte par un mariage forcé, et qui, lorsqu'elle arrive en France, tombe dans des **réseaux de prostitution transnationaux** très puissants et très actifs en particulier via les sites internet. Sa vie n'est qu'une succession de souffrances, avec une espérance de vie de 40 ans. Cette enfant est invisible dans l'espace public car elle a été enlevée et cachée à des fins d'exploitation sexuelle.

Les réseaux d'exploitation sexuelle par prostitution sont prioritairement appliqués aux filles mineures et migrantes. Ils entretiennent la pédocriminalité, la traite des femmes et des filles, la xénophobie et le racisme, l'exploitation de la misère économique ainsi que celle du handicap.

## Ces pratiques sont en opposition frontale avec le protocole de Palerme ; elles ne respectent ni l'article 6 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF/CEDAW), ni la Convention des Nations Unies sur les droits de l‘Homme (CEDH) ni la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), ni l’article 16 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

## Restreindre la question des femmes migrantes aux problèmes globaux des migrations sans prendre en compte les discriminations multiples subies par ces femmes et ces mineures migrantes, c’est nier les engagements et l’esprit de toutes ces conventions internationales.

**Amendements proposés par Réussir l’égalité femmes-Hommes (REFH) au groupe de travail sur les recommandations générales (RG) au sujet de la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations mondiales**

**1) Analyse de la note de concept du groupe de travail : art 6.**

*(Rappel de l’Article 6 : Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour réprimer, sous toutes leurs formes, le trafic des femmes et* ***l’exploitation de la prostitution des femmes.)***

- L’article 6 doit être cité dans son intégralité (or la note de concept omet "et l'exploitation de la prostitution des femmes").

- La note de concept proposée utilise les termes de "prostitution forcée" et d’"exploitation sexuelle forcée", termes qui n'ont jamais été définis en droit international et doivent donc être supprimés.

- Utiliser les expressions « l'exploitation sexuelle forcée » supposerait qu'il existe par ailleurs une exploitation sexuelle consentie : comment consentir à sa propre exploitation ? Une femme qui subit un homme qui lui impose son désir, qui méprise, qui frappe, qui peut transmettre le VIH, qui peut provoquer un handicap… au motif qu'il achète un contrat, n’est pas dans une relation égalitaire. Le prétendre, c’est nier les droits humains universels basés sur le principe d'égalité.

- Admettre le « travail sexuel » aboutit à la légalisation du trafic des êtres humains et constitue un changement total de la vision des droits humains universels. Il n'est pas possible de faire passer en priorité la liberté d'acheter devant celle du respect de la dignité humaine. Il n'est pas possible de rendre le proxénétisme légal, car ceci est en contradiction totale avec le protocole de Palerme.

- Enfin, dire qu’il existe des femmes migrantes qui pratiquent un métier de prostituée, revient à les considérer comme des migrantes économiques, argument qui ne manquera pas d’être utilisé pour ne pas les accepter en tant que réfugiées. Alors même que ces personnes sont des victimes de la traite et devraient bénéficier des mesures de protection prioritaires pour lesquelles les conventions telles que la CEDAW/CEDEF ont été conçues.

- La note de concept devrait inclure la définition complète du Protocole de Palerme. Telle qu’elle est actuellement rédigée, elle omet les notions d'abus d'autorité/de vulnérabilité, de non-pertinence du consentement, etc... Elle devrait citer intégralement l'art. 9.5 qui porte sur les mesures éducatives visant à "décourager la demande", laquelle demande favorise les formes d'exploitation.

**2) Proposition de Recommandations Générales**

- Il faut veiller à ce que ces recommandations n’incluent pas la prostitution dans le travail ou les services, ou en tant que "travail des femmes", comme cela est sous-entendu dans la note à diverses reprises.

- Elles doivent intégrer les vulnérabilités accrues des femmes victimes de la traite à la violence sexuelle, à l'exploitation sexuelle et à l'exploitation de la prostitution (non mentionnées actuellement dans la note de concept).

- Elles doivent inscrire les préoccupations sur le rôle des technologies numériques dans la croissance du commerce du sexe, y compris la pornographie, le développement de sites « proposant  les services sexuels » spéciaux fournis par des femmes handicapées, et rappeler fortement les préoccupations de la CEDEF concernant l'objectivation et la normalisation de la marchandisation des filles et des femmes.

- Elles doivent mentionner à la fois l’exploitation sexuelle des filles et des femmes handicapées et le handicap comme conséquence fréquente des violences subies dans la traite et l’exploitation sexuelles des filles et des femmes.

- Il conviendrait, dans le cadre de ces recommandations, de ne pas s’aligner sur la prostitution des enfants définie comme un travail (les "pires formes de travail des enfants") par la convention OIT n° 182 car cette approche viole le Protocole de Palerme, la CIDE et la CEDAW.

- Les États parties devraient devoir ventiler les statistiques sur la traite par sexe, âge, handicap et forme d'exploitation au titre de l'indicateur 16.2.2.2 des objectifs du développement durable.

- Pour ce qui est de l'accès aux soins de santé, il doit être demandé à l'OMS d'aller au-delà du cadre de la lutte contre le VIH/sida et de mener des recherches sur les préjudices physiques et psychologiques, omniprésents de la prostitution des femmes et des filles victimes de la traite et les handicaps conséquents.

**Nous remercions le Groupe de Travail technique du comité CEDEF pour la prise en compte de notre expertise à l'égard du sujet particulier des violences subies par les femmes migrantes, en particulier celles liées à la prostitution.**

VERSION ANGLAISE

**Communication from REFH (Réussir l’Égalité Femmes-Hommes/Succeeding in Gender Equality)**

**to : the CEDAW COMMITTEE working group preparing the general recommendations on trafficking in women and girls in the context of global migration**

**SUBJECT: CEDEF CONVENTION, ARTICLE 6**

addressed to Mrs Daniela Buchmann (dbuchmann@ohchr.org)

Ladies and gentlemen, members of the Working Group

REFH is a key association belonging to the CLEF. The CLEF is an NGO participating in the United Nations Commission on the Status of Women with consultative status with ECOSOC, the United Nations Economic and Social Council.

REFH is committed to the defense of universal human rights, the promotion of secularism and universalism, the abolition of prostitution, gender equality and the recognition of the rights of migrant women.

According to figures published by the SDFE (Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations), in France, the vast majority of people in prostitution are women and girls, and more particularly migrant women and girls : 93% of prostitutes in France are of foreign origin. The prostitution systems - international and French - linked to each other, are systems based on racism and sexism of men who practice the purchase of sexual acts, now penalized by the French law of 13 April 2016.

In France, the standard profile of a person who is a victim of prostitution is a minor girl of Nigerian origin, probably raped and prostituted during her exile or even before or maintened into forced marriage, and who, when she arrives in France, falls into very powerful and active transnational prostitution networks, particularly via Internet sites. His life is a succession of sufferings, with a life expectancy of 40 years. This child is invisible in public space because she has been abducted and hidden for sexual exploitation

Networks of sexual exploitation through prostitution are primarily applied to underage and migrant girls. They perpetuate pedocriminality, trafficking in women and girls, xenophobia and racism, the exploitation of economic poverty and the exploitation of disabilities.

These practices are in direct conflict with the Palermo Protocol; they do not respect Article 6 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW), the United Nations Convention on Human Rights (UNCHR), the International Convention on the Rights of the Child (ICRC), the Article 16 of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD).

**Restricting the issue of migrant women to the global problems of migration without taking into account the multiple discrimination suffered by these migrant women and minors is a denial of the commitments and spirit of all these international conventions.**

**Amendments proposed by Succeeding in Gender Equality (REFH) to the Working Group on General Recommendations (RG) on trafficking in women and girls in the context of global migration**

**1) Analysis of the concept note of the working group: art 6.**

(Reminder of Article 6: States Parties shall take all appropriate measures, including legislation, to suppress all forms of trafficking in women and exploitation of prostitution of women.)

- Article 6 must be quoted in its entirety (however, the concept note omits "and the exploitation of prostitution of women").

- The proposed concept note uses the terms "forced prostitution" and "forced sexual exploitation", terms that have never been defined in international law and should therefore be deleted.

- Using the terms "forced sexual exploitation" would imply that there is also consented sexual exploitation: how to consent to one's own exploitation? A woman who suffers a man who imposes his desire on her, who despises her, who strikes, who can transmit HIV, who can cause disability... on the grounds that he buys a contract, is not in an equal relationship. To claim it is to deny universal human rights based on the principle of equality.

- Admitting "sex work" leads to the legalization of trafficking in human beings and constitutes a total change in the vision of universal human rights. It is not possible to put the freedom to buy before the freedom to respect human dignity. It is not possible to make pimping legal, as this is in total contradiction with the Palermo Protocol.

- Finally, to say that there are migrant women who work as prostitutes is to consider them as economic migrants, an argument that will certainly be used to avoid accepting them as refugees. Even though these people are victims of trafficking and should benefit from the priority protection measures for which conventions such as CEDAW/CEDEF have been designed.

- The concept note should include the full definition of the Palermo Protocol. As currently drafted, it omits the notions of abuse of authority/vulnerability, irrelevance of consent, etc... It should fully cite art. 9.5, which deals with educational measures aimed at "discouraging demand", which encourages forms of exploitation.

**2) Proposal for General Recommendations**

- Care must be taken to ensure that these recommendations do not include prostitution in work or services, or as "women's work", as implied in the note on various occasions.

- They must integrate the increased vulnerabilities of trafficked women to sexual violence, sexual exploitation and exploitation of prostitution (not currently mentioned in the concept note).

- They must address concerns about the role of digital technologies in the growth of the sex trade, including pornography, the development of sites "offering" special sexual services from women with disabilities, and strongly reiterate CEDAW's concerns about the objectification and normalization of the commodification of girls and women.

- They should mention both the sexual exploitation of girls and women with disabilities and disability as a frequent consequence of violence in the sexual trafficking and exploitation of girls and women.

- These recommendations should not be aligned with child prostitution defined as work ("the worst forms of child labour") by ILO Convention No. 182, as this approach violates the Palermo Protocol, the ICRC and the CEDAW.

- States parties should be required to disaggregate statistics on trafficking by sex, age, disability and form of exploitation under indicator 16.2.2.2.2.2 of the sustainable development objectives.

- With regard to access to health care, WHO should be asked to go beyond the framework of the fight against HIV/AIDS and conduct research on the physical and psychological harms, pervasive in the prostitution of trafficked women and girls and the resulting disabilities.

**We thank the CEDAW Committee's Technical Working Group for taking into account our expertise on the particular issue of violence against migrant women, particularly those related to prostitution.**